

MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

Pouvoir adjudicateur

Commune de Féricy

1 rue de Lorette

77133 Féricy

Tél : 01-64-23-85-26

Objet de la consultation

MARCHÉ D'ENTRETIEN DE VOIRIE ET TRAVAUX DIVERS

SOMMAIRE

<u>ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONSULTATION – DISPOSITIONS GENERALES</u>	4
1.1 – Objet du marché	4
1.2 – Catégorie d'ouvrages et nature des travaux	4
1.3 – Maîtrise d'œuvre	4
1.4 – Sécurité et protection de la santé	4
<u>ARTICLE 2 – PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE</u>	5
<u>ARTICLE 3 – PRIX</u>	5
3.1 – Répartition des paiements	5
3.2 – Répartition des dépenses communes de chantier	5
3.3 – Contenu des prix – Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes – travaux en régie	5
3.4 – Variation dans les prix	6
3.5 – Paiements des co-traitants et des sous-traitants	7
3.6 – Travaux en régie	8
<u>ARTICLE 4 – CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS</u>	8
4.1 – Délai d'exécution	8
4.2 – Calendrier détaillé d'exécution	8
4.3 – Prolongation des délais d'exécution	9
4.4 – délais et retenus pour remise des documents fournis après exécution	9
<u>ARTICLE 5 – GARANTIES FINANCIERES</u>	10
<u>ARTICLE 6 – AVANCES</u>	10
<u>ARTICLE 7 – PENALITES</u>	11
<u>ARTICLE 8 – MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES</u>	12
8.1 – Acomptes	12
8.2 – Solde	12
8.3 – Décompte global – état du solde	12
8.4 – Présentation des demandes de paiements	13
8.5 – Règlement des sous-traitants	13

<u>ARTICLE 9 – SOUS TRAITANCE</u>	14
<u>ARTICLE 10 – IMPLANTATION DES OUVRAGES</u>	14
10.1 – Piquetage global	14
10.2 – Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés	14
<u>ARTICLE 11 – PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX</u>	15
11.1 – Période de préparation, programme d'exécution des travaux	15
11.2 – Plans d'exécution, notes de calcul, études de détail	15
11.3 – Mesures d'ordre social – application de la réglementation du travail	15
11.4 – Organisation, sécurité et protection de la santé des chantiers	15
11.5 – Signalisation de chantier	16
11.6 – Clauses diverses concernant le chantier	18
<u>ARTICLE 12 – DROIT, LANGUE ET MONNAIE</u>	18
<u>ARTICLE 13 – PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS</u>	19
13.1 – Provenance des matériaux et produits	19
13.2 – Caractéristiques, qualité, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits	19
13.3 – Prise en charge, manutention et conservation par l'entrepreneur des matériaux et produits fournis par le pouvoir adjudicateur	19
<u>ARTICLE 14 – CONTROLES ET RECEPTION DES TRAVAUX</u>	19
14.1 – Essais et contrôles des ouvrages	19
14.2 – Réception	19
14.3 – Documents fournis après exécution	20
14.4 – Délais de garantie	20
14.5 – Assurances	20
14.6 – Essais de compactage	20
14.7 – Essais et contrôles en cours de travaux	21
<u>ARTICLE 15 – RESILIATION DU MARCHE</u>	21
<u>ARTICLE 16 – DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX</u>	21

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONSULTATION – DISPOSITIONS GENERALES

1.1 – Objet du marché

Les stipulation du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) concernent divers travaux d'entretien de voirie et travaux divers sur la commune de Féricy (département de Seine et Marne) pour un an à la date de notification du marché, renouvelable 3 fois.

Les prestations font l'objet d'un marché passé une procédure adapté conformément aux dispositions des articles 28 et 30 du Code des Marchés Publics.

Il n'est pas prévu de découpage en lots, ni en tranches.

1.2 – Catégorie d'ouvrages et nature des travaux

Le projet à réaliser appartient à la catégorie infrastructure.

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.).

A défaut d'indication dans l'acte d'engagement du domicile élu par l'entrepreneur à proximité des travaux, les notifications se rapportant au marché seront faites à la mairie de Féricy (département de Seine et Marne), jusqu'à ce que l'entrepreneur ait fait connaître au maître d'ouvrage l'adresse du domicile qu'il aura élu.

1.3 – Assistance à la Maîtrise d'ouvrage

Dans le cadre de l'élément de mission « Direction de l'exécution des travaux" (DET), le Maître d'ouvrage, ici, en l'occurrence la commune de Féricy, est chargé d'émettre les ordres de service à destination de l'entrepreneur conformément aux dispositions du CCAG – Travaux.

Les ordres de service doivent être écrits, signés, datés, numérotés et adressés à l'entrepreneur en deux exemplaires.

1.4 – Sécurité et protection de la santé

Le coordonnateur désigné par le pouvoir adjudicateur est à définir.

ARTICLE 2 – PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Les pièces constitutives du marché, à dater, tamponner et signer sur la dernière page, sont les suivantes par ordre de priorité :

a) Pièces particulières :

- L'acte d'engagement (A.E.) et son ou ses annexes ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'administration fait seul foi ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'administration fait seul foi ;
- Le Bordereau des Prix Unitaires (BPU)

b) Pièces générales (non jointes au dossier) :

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix, tel que ce mois est défini au 3.2.

- Le Cahier des Clauses Techniques Générales applicable aux marchés publics de Travaux (CCTG)
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de Travaux approuvés par le décret 76-87 du 21 janvier 1976 modifié, en vigueur lors de la remise des offres ou en vigueur lors du mois d'établissement des prix (mois Mo).
- Le Code des marchés publics et ses textes d'application.

ARTICLE 3 – PRIX

3.1 – Répartition des paiements

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé :

- soit à l'opérateur économique et à ses sous-traitants ;
- soit à l'opérateur économique, ses cotraitants et leurs sous-traitants.
-

3.2 – Répartition des dépenses communes de chantier

Les dispositions de l'article 10 du C.C.A.G. sont applicables.

3.3 – Contenu des prix – Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes – Travaux en régie

3.3.1 – Modalités d'établissement des prix

Les prix du marché sont hors T.V.A. et sont établis :

- en tenant compte du fait que les travaux seront conclus à **prix unitaires**. L'opérateur économique gardera à sa charge tous les dépassements par rapport au devis initial ;
- en tenant compte des sujétions d'exécution précisés dans le C.C.T.P., et plus particulièrement des sujétions suivantes : travaux sous circulation, sous-sol encombré, recherche des branchements existants, recherche des concessionnaires ; travaux à la main dans les zones fortement encombrées.

3.3.2 – Caractéristiques des prix pratiqués

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché sont réglés par application des prix unitaires dont le libellé est donné dans le Bordereau des Prix unitaires.

3.3.3 – Modalités de règlement des comptes

Les projets de décomptes seront présentés conformément à l'article 13 du C.C.A.G.

Le règlement des travaux se fait par des acomptes mensuels et un solde.

Le paiement des sommes dues est effectué dans un délai global maximum de 30 jours.

3.3.4 – Délai global de paiement et application des intérêts moratoires

Le délai global maximum de paiement est de 30 jours en application de l'article 98 du code des Marchés Publics.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire du marché, ou du sous-traitant payé directement.

Les intérêts moratoires courent à partir du jour suivant l'expiration de délai global de paiement jusqu'à la date de mise en paiement incluse.

Ils sont calculés à partir du montant TTC, diminué le cas échéant de la retenue de garantie, des pénalités de retard et réfections sur factures et/ou augmentés de la clause d'actualisation ou de révision de prix.

Le taux de ces intérêts est celui du taux légal en vigueur à la date où ils commencent à courir, augmenté de deux points.

3.4 – Variation dans les prix

3.4.1 – Type de variation des prix

Les prix sont ferme mais actualisables, suivant les modalités définies ci-après :

3.4.2 – Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois précédent celui de la remise des offres ; ce mois est appelé « mois zéro »

3.4.3 – Choix de l'index de référence

L'index de référence est :

- Indice TP01 Index général des travaux

Ces index sont publiés au Bulletin Officiel du Ministère de l'Équipement, de l'Aménagement du Territoire et des Transports et au Moniteur des Travaux Publics et du Bâtiment.

3.4.4 – Modalités d'actualisation des prix

Le prix sera actualisé si un délai supérieur à 3 mois s'écoule entre la date à laquelle le candidat a fixé son prix dans l'offre et la date de début d'exécution des prestations.

Le prix ainsi actualisé reste ferme pendant toute la période d'exécution des prestations et constitue le prix du règlement.

Le coefficient d'actualisation **Cn** applicable pour le calcul du prix ferme des prestations est donné par la formule :

$C_n = 0,15 + 0,85 \cdot (I_d - 3/I_0)$

Dans laquelle **I0** et **Id-3** sont les valeurs de l'indice TP01 prises respectivement au mois zéro et au mois (d-3) pour l'index de référence **I**, sous réserve que le mois **d** du début du délai contractuel de la prestation soit postérieur du plus de 3 mois au mois zéro (mo).

3.4.5 – Application de la taxe à la valeur ajoutée

Les montants des sommes versées aux entrepreneurs sont calculés en appliquant les taux de T.V.A. En vigueur lors de l'établissement des pièces de mandatement. Ces montants sont éventuellement rectifiés en vue de l'établissement du décompte général en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors des encaissements.

3.5 – Paiement des co-traitants et des sous-traitants

3.5.1 – Application de la taxe à la valeur ajoutée

L'avenant ou l'acte spécial précise tous les éléments contenus dans la déclaration prévue) l'article 3.6.1.1 du C.C.A.G.

Il indique, en outre, pour les sous-traitants bénéficiant du paiement direct :

- les renseignements mentionnés à l'article 2.43 du C.C.A.G. ;
- la personne habilitée à donner les renseignements prévus au Code des Marchés Publics ;
- le comptable assignataire des paiements ;
- le compte à créditer

3.5.2 – Modalités de paiement direct

a) Cotraitants

La signature du projet de décompte par le mandataire vaut, pour chaque cotraitant, acceptation du montant d'acompte ou du solde à lui payer directement, déterminé à partir de la partie du décompte afférente aux travaux assigné à ce cotraitant. La signature par celui-ci de la somme à payer éventuellement à chacun des entrepreneurs solidaires, compte tenu des modalités de paiement prévues dans le marché.

Pour les sous-traitants d'un entrepreneur de groupement, l'acceptation de la somme à payer à chacun d'entre eux fait l'objet d'une attestation, jointe en double exemplaire au projet de décompte, signée par celui des entrepreneurs du groupement qui a conclu le contrat de sous-traitance et indiquant la somme à régler par le maître de l'ouvrage au sous-traitant concerné ; cette somme tient compte d'une éventuelle révision ou actualisation des prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la T.V.A.

Si l'entrepreneur qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire, ce dernier doit également signer l'attestation.

b) Sous-traitants

Pour les sous-traitants, le titulaire joint en double exemplaire au projet de décompte une attestation indiquant la somme à régler par le maître de l'ouvrage à chaque sous-traitant concerné ; cette somme tient compte d'une éventuelle révision ou actualisation des prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la T.V.A.

Pour les sous-traitants d'un entrepreneur du groupement, l'acceptation de la somme à payer à chacun d'entre eux fait l'objet d'une attestation, jointe en double exemplaire au projet de décompte, signée par celui des entrepreneurs du groupement qui a conclu le contrat de sous-traitance et indiquant la somme à régler par le maître de l'ouvrage au sous-traitant concerné ; cette somme tient compte d'une éventuelle révision ou actualisation des prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la T.V.A.

Si l'entrepreneur qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire, ce dernier doit signer également l'attestation.

3.6 – Travaux en régie

Les prix des prestations exécutées en régie (selon le Code des Marchés Publics) seront calculés par application du circulaire n°90-43 du 15 juin 1990 (Équipement).

ARTICLE 4 – CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Les prestations devront être conformes aux stipulations du marché telles qu'elles sont notamment définies dans le Cahier des Charges Techniques Particulières (C.C.T.P)

4.1 – Délai d'exécution

Le délai d'exécution est mentionné à l'**article 4** de l'acte d'engagement

Le délai d'exécution commencera à courir à compter de la date fixée par l'ordre de service qui prescrira de commencer les prestations.

4.2 – Calendrier détaillé d'exécution

Le calendrier détaillé d'exécution est établi par l'entrepreneur après consultation du Maître d'ouvrage.

Le calendrier détaillé d'exécution distingue les différents ouvrages dont la construction fait l'objet des travaux. Il indique, en outre :

- la durée et la date probable de départ du délai d'exécution qui lui est propre.
- La durée et la date probable de départ des délais particuliers correspondant aux interventions successives de l'entrepreneur sur le chantier.

Après acceptation par les entrepreneurs, le calendrier détaillé d'exécution est soumis à l'approbation du pouvoir adjudicateur deux jours au moins avant l'expiration de la période de préparation.

Le délai d'exécution du marché commence à la date d'effet de l'ordre de service prescrivant à l'entrepreneur concerné le commencer l'exécution des travaux lui incombant.

Au cours du chantier, le maître d'ouvrage peut modifier le calendrier détaillé d'exécution dans la limite du délai d'exécution de l'ensemble du marché fixé à l'article 4 de l'acte d'engagement.

4.3 – Prolongation des délais d'exécution

Le délai ci-dessus est un délai d'exécution comprenant les journées d'arrêt de chantier pour les intempéries réputées prévisibles.

En vue de l'application éventuelle de l'article 19.2.3 du C.C.A.G., le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles ne donnant pas droit à prolongation de délai est fixé à :

- pendant les 5 mois de Juin, Juillet, Août, Septembre, Octobre : 3 jours par mois,
- pendant les mois de Novembre, Décembre, Janvier, Février, Mars : 8 jours par mois,
- pendant les 2 mois d'Avril et Mai : 6 jours par mois.

En vue de l'application éventuelle de l'article 19.2.3 du C.C.A.G., le délai d'exécution des travaux sera prolongé d'un nombre de jours égal à celui pendant lequel un ou au moins des phénomènes naturels ci-après dépassera son intensité limite :

Nature du Phénomène	Intensité Limite
Pluie	10mm en une journée ou 25mm sur 7 jours consécutifs
Gel	-5°C à 8 heures du matin
Neige	Chute de 5cm en une journée ou 10cm persistant sur le sol
Vent	40km/h

Le lieu de constatation des intensités des phénomènes naturels sera celui du Centre Départemental METEO-FRANCE du département où les travaux se situent

4.4 – Délais et retenue pour remise des documents fournis après exécution

Les plans et autres documents à remettre après exécution par l'entrepreneur sont définis dans le C.C.T.P.

En cas de retard dans la remise des plans et autres documents à remettre après exécution par l'entrepreneur conformément à l'article 40 du C.C.A.G., une retenue égale à 1525 euros sera opérée, dans les conditions stipulées à l'article 20.5 du C.C.A.G., sur les sommes dues à l'entrepreneur.

En outre, la retenue sera égale à 50% du montant de l'acompte du mois prévu pour la non remise de ces documents et n'ouvrira pas droit aux intérêts moratoires.

ARTICLE 5 – GARANTIES FINANCIERES

Une retenue de 5% sera prélevée sur le montant de chaque acompte payé au titulaire.

Cette retenue sera restituée à l'expiration de la période de garantie de l'ensemble des travaux conformément à l'article 4 du C.C.A.G. La retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande ou, si les deux parties en sont d'accord, par une caution personnelle et solidaire dans les conditions prévues à l'article 101 et 102 du Code des Marchés Publics.

La personne responsable du marché conserve la liberté d'accepter ou non les organismes apportant leur garantie.

La garantie à première demande ou la caution doit être constituée en totalité au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte, sinon, la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée, et le titulaire perdra, jusqu'à la fin du marché, la possibilité de substituer une garantie à première demande ou une caution à la retenue de garantie.

La retenue de garantie est remboursée, ou les personnes ayant accordé leur caution ou leur garantie à première demande sont libérées dans les conditions prévues à l'article 102 du Code des Marchés Publics.

ARTICLE 6 – AVANCES

Une avance forfaitaire sera versée au titulaire, pour un montant de travaux supérieur à 50 000,00 euros HT, sauf indication contraire de sa part dans l'acte d'engagement.

Selon le dernier alinéa de l'article 87-II du Code des marchés publics et par dérogation à l'article 11.4 du C.C.A.G., Travaux, le montant de l'avance forfaitaire ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Son remboursement est lui pris en compte après les postes a et b définis à l'article 13.2.1 du C.C.A.G.

Le remboursement de l'avance forfaitaire commence lorsque le montant des prestations exécutées (travaux à l'entreprise ou approvisionnements) qui figure à un décompte mensuel atteindra 65,00% du montant des travaux au titre desquels est accordée cette avance et doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80,00%.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou solde. Le précompte s'effectue après application de la clause de variation des prix sur le montant initial de l'acompte ou du solde.

Une avance forfaitaire peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants lorsque le montant des travaux dont ils sont chargés est au moins égal au seuil fixé par le Code des marchés publics pour le versement de l'avance forfaitaire.

Le versement de cette avance, dont le montant doit être de 5,00% du montant des travaux sous-traités au cours des 12 premiers mois suivant le début de leur exécution, et son remboursement, sont effectués à la diligence du titulaire ayant conclu le contrat de sous-traitance ; Cet entrepreneur prend ce versement et ce remboursement en compte pour fixer le montant des sommes devant faire l'objet d'un paiement direct au sous-traitant.

Une avance facultative ne sera octroyée.

Aucune avance sur matériels de chantier n'est versée à l'entrepreneur.

ARTICLE 7 – PÉNALITÉS

Les stipulations du C.C.A.G. sont seules applicables pour les pénalités de retard.

Dans le cas où les prescriptions du présent chapitre ne seraient pas observées, il sera fait application des pénalités ci-dessous.

Ces pénalités interviendront de plein droit sur la simple constatation des infractions aux prescriptions du présent chapitre, sans qu'il soit besoin d'avoir à adresser à l'Entrepreneur une mise en demeure préalable.

Le recouvrement des pénalités sera effectué sur le montant du décompte des travaux du mois.

Pénalités :

N°1	Défaut de clôture par jour calendaire	250,00 €
N°2	Publicité non autorisée, par jour calendaire	65,00 €
N°3	Absence de bac décanteur avant rejet dans les réseaux publics, par infraction	155,00 €
N°4	Défaut de dispositif de nettoyage et décrottage par jour calendaire	155,00 €
N°5	Évacuation de déblais excédentaires, terre végétale, déblais normaux, gravois en dehors des zones prescrites à cet effet, par infraction	155,00 €
N°6	Retard aux réunions, par ¼ heure	35,00 €
N°7	Détérioration de panneaux de signalisation, par unité	80,00 €
N°8	Remblai de la tranchée avant intervention de la brigade chargée du récolement, et sans l'accord express du Maître d'œuvre, par km de tranchée	155,00 €
N°9	Retard d'enlèvement de matériel et matériaux sans emploi, par jour calendaire	80,00 €
N°10	Sortie de chantier non signalée par jour calendaire	35,00 €
N°11	Travaux sur le domaine public sans signalisation ni protection efficace, par infraction constatée	400,00 €
N°12	Non respect des itinéraires prescrits pour la desserte des chantiers, par infraction constatée	155,00 €
N°13	Bruits de chantier au-delà de la limite prescrite, par jour calendaire	80,00 €
N°14	Débroussaillage hors des emprises du chantier sans autorisation le mètre carré	40,00 €
N°15	Abattage d'arbre sans autorisation, l'unité	400,00 €
N°16	Absence de protection des arbres à conserver, l'unité par jour calendaire	80,00 €
N°17	Disparition d'un repère topographique	155,00 €
N°18	Présence non autorisée des logements de personnel dans les emprises comme indiqué au C.C.A., par jour calendaire	80,00 €
N°19	Détérioration de bouche à clé, l'unité	155,00 €
N°20	Utilisation du réseau d'eau public sans autorisation (B.I., bouche d'arrosage, ect...) par infraction constatée	80,00 €
N°21	Non nettoyage des voies, par infraction constatée	385,00 €
N°22	Véhicules non nettoyés ou mal chargés et salissant les voies publiques par véhicule et trajet	230,00 €
N°23	Non remise de documents (planning, note de calcul, plans....)	100,00 €

Pénalités pour retard (1/3000ème selon l'article 20 du CCAG) :

Elle s'applique notamment dans les cas suivants :

- Retard dans l'exécution des prestations
- Retard dans la diffusion ou la remise de documents nécessaires à l'exécution des travaux (plans d'exécution, note de calcul, notes techniques...)
- Retard dans la production de justificatifs ou de prévision de prix pour les ouvrages non prévus.

Lorsqu'il apparaît au pouvoir adjudicateur que les prestations fournies ne sont pas conformes aux prescriptions, mais qu'elles peuvent toutefois être admises en l'état, il proposera au titulaire une réfaction sur le montant global de la prestation.

Le montant de la réfaction sera prélevé par le pouvoir adjudicateur sur les montants mensuels des prestations.

ARTICLE 8 – MODALITÉS DE REGLEMENT DES COMPTES

8.1 – Acomptes

Le règlement des sommes dues au titulaire fait l'objet d'acomptes périodiques proposés par le titulaire, et ce en fonction de l'avancement des travaux.

Les acomptes sont calculés à partir de la différence entre deux décomptes périodiques successifs.

Le titulaire établit un projet de décompte. Si le maître d'ouvrage modifie ce décompte, il le transmet au titulaire pour information.

8.2 – Solde

Après constatation de l'achèvement des travaux, le titulaire adresse au Maître d'ouvrage une demande de paiement du solde sous forme d'un projet de décompte final qui peut correspondre, en l'absence d'acompte, à la totalité du montant du marché.

8.3 – Décompte général – État du solde

Le titulaire établit le décompte général qui correspond :

- a) Le décompte final ;
- b) La récapitulation du montant des acomptes arrêtés par la personne publique ;
- c) Le montant, en prix de base hors TVA, du solde
Ce montant est égal à la différence entre le décompte final et le décompte immédiatement antérieur ;
- d) L'incidence de la TVA ;
- e) L'état du solde à verser au titulaire du marché ;
Ce montant est égal à la somme des postes c) et d) susmentionnés ;
- f) La récapitulation des acomptes versés ainsi que du solde à verser
Cette récapitulation constitue le montant du décompte général.

Le projet de décompte général devient le « décompte général » après acceptation et visa par le maître d'ouvrage.

8.4 – Présentation des demandes de paiements

Le paiement s'effectuera selon l'avancement des travaux.

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé :

- à l'entrepreneur titulaire et éventuellement aux sous-traitants
- à l'entrepreneur mandataire, ses cotraitants et éventuellement aux sous-traitants.

Les décomptes, factures ou mémoires afférents au paiement seront établis en un original et deux copies portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom, n° SIRET et adresse du créancier ;
- le numéro du compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé sur l'acte d'engagement ;
- le numéro et la date du marché et de chaque avenant ;
- la prestation réalisée ;
- le montant hors taxe de la prestation en question éventuellement ajusté ou remis à jour ;
- le prix des prestations accessoires ;
- le taux et le montant de la TVA ;
- le montant total des prestations exécutées ;
- la date de facturation

Si le marché est passé avec des entrepreneurs groupés, la signature du projet de décompte par le mandataire vaut, pour chaque cotraitant, acceptation du montant d'acompte ou de solde à leur payer directement, déterminé à partir du décompte afférent aux prestations assigné à ce cotraitant.

Les factures et autres demandes de paiement devront parvenir par courrier AR à l'adresse suivante :

Commune de Féricy
1 rue de Lorette
77133 Féricy

8.5 – Règlement des sous-traitants

Pour les sous-traitants (dont les conditions de paiement ont été agréées par la personne publique), le titulaire joint en double exemplaire au projet de décompte une attestation indiquant la somme à régler par le Pouvoir adjudicateur à chaque sous-traitant concerné.

Cette somme tient compte d'une éventuelle révision ou actualisation des prix prévue dans le contrat de sous-traitant et inclut la TVA.

Pour les sous-traitants d'un entrepreneur du groupement (dont les conditions de paiement ont été agréées par la personne publique), l'acceptation de la somme à payer à chacun d'entre eux fait l'objet d'une attestation, jointe en double exemplaire au projet de décompte, signée par celui des entrepreneurs du groupement qui a conclu le contrat de sous-traitance et indiquant la somme à régler par la collectivité contractante au sous-traitant concerné. Cette somme tient compte d'une éventuelle révision ou actualisation des prix prévue dans le contrat de sous-traitant et inclut la TVA.

Si l'entrepreneur qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire, ce dernier doit également signer l'attestation.

ARTICLE 9 – SOUS TRAITANCE

L'acceptation d'un sous-traitant en cours de marché, et l'agrément des conditions de paiement sont constatés par un avenant ou un acte spécial signé par l'autorité compétente et le titulaire.

L'avenant ou l'acte spécial indique :

- la nature et le montant des prestations sous-traitées ;
- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant ;
- les modalités de calcul ou de versement des avances et des acomptes ;
- la date ou le mois d'établissement des prix ;
- les modalités de variation ou d'ajustement des prix ;
- les stipulations relatives aux délais, pénalités, primes, réfections et retenues diverses ;
- la personne habilitée à donner les renseignements prévus au Code des marchés publics ;
- le comptable assignataire du paiement et le compte à créditer.

ARTICLE 10 – IMPLANTATION DES OUVRAGES

Les opérations de piquetage sont effectuées contradictoirement avec le maître d'ouvrage avant tout commencement des travaux par l'entrepreneur.

10.1 – Piquetage général

Le piquetage général sera effectué contradictoirement par l'entrepreneur avant le commencement des travaux pour l'ensemble des travaux conformément à l'article 27.2.3 du C.C.A.G. avec le degré de précision indiqué au C.C.T.P.

10.2 – Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés

Le piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés ci-après, tels que canalisations ou câbles situés au droit ou au voisinage des travaux à exécuter, est effectué contradictoirement avec le Maître d'ouvrage qui a convoqué les exploitants des ouvrages après le piquetage général / la partie du piquetage général restant à exécuter : dans un délai de 20 (vingt) jours après réception de l'ordre de service prescrivant de commencer les travaux.

Lorsque le piquetage spécial concerne les canalisations de gaz, d'eau ou des câbles électriques, le titulaire doit dix (10) jours au moins avant le début des travaux, prévenir l'exploitant des canalisations ou câbles.

ARTICLE 11 – PRÉPARATION, COORDINATION ET EXÉCUTION DES TRAVAUX

11.1 – Période de préparation, programme d'exécution des travaux

il est fixé une période de préparation, conformément à l'article 28.1 du C.C.A.G., de 2 (deux) semaines incluse dans le délai d'exécution global des travaux.

La date de commencement des travaux sera fixée par l'ordre de service de début d'exécution des travaux conformément aux stipulations de l'acte d'engagement.

Il est procédé, au cours de cette période, aux opérations suivantes :

– par les soins du maître d'ouvrage :

*Pas d'opérations particulières

– par les soins des entrepreneurs :

*Établissement et présentation au visa du maître d'ouvrage du programme d'exécution des travaux, accompagné du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires prescrit par l'article 28.2 du CCAG.

*Établissement du plan de signalisation temporaire et de balisage

11.2 – Plans d'exécution, notes de calcul, études de détail

Les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques devant être établis par l'entrepreneur sont soumis, avec les notes de calcul correspondantes, au visa du maître d'ouvrage. Ce dernier doit les renvoyer à l'entrepreneur avec ses observations éventuelles au plus tard 10 jours après leur réception.

11.3 – Mesures d'ordre social – Application de la réglementation du travail

La proportion maximale des ouvriers d'aptitudes physiques restreintes, rémunérés au-dessous du taux normal des salaires par rapport au nombre des ouvriers de la même catégorie employés sur le chantier, ne peut excéder 10% et le maximum de la réduction possible de leur salaire est fixé à 10%.

11.4 – Organisation, sécurité et protection de la santé des chantiers

L'installation des chantiers de l'entreprise bénéficie des facilités suivantes données par le Pouvoir adjudicateur ;

Sont mis gratuitement à la disposition du titulaire, pour ses installations de chantier et dépôts provisoires de matériels et matériaux, des emplacements qui seront définis lors des réunions préparatoires au démarrage des travaux.

Ces emprises seront clôturées, signalées et entretenus par l'entreprise ou aux fins de l'entreprise, afin d'en assurer la sécurité.

Tous les travaux nécessaires à la desserte de ces emprises, tous les abonnements et consommations seront à la charge de l'entreprise.

Les installations suivantes seront réalisées par le titulaire :

- un laboratoire de chantier équipé des appareils nécessaires aux essais sur place prévus au C.C.T.P.
- un bureau pour le maître d'œuvre, cette construction étant éclairée, climatisée et disposant d'une surface de 15m2 et d'une ligne téléphonique.

En outre, l'entrepreneur est tenu de fournir à ses frais deux (2) panneaux de dimensions 1m50x1m50, dont le modèle, les dessins, les inscriptions seront définies par le pouvoir adjudicateur. Il en assurera l'entretien pendant toute la durée du marché.

Avant la date de réception des travaux, l'entrepreneur devra procéder à ses frais au dégagement, au nettoyage et à la remise en état des emplacements mis à sa disposition pour l'exécution des travaux.

Les matériaux excédentaires ou impropres à une réutilisation en remblai seront, le cas échéant, évacués sur une zone de dépôt qui sera précisée au cours des travaux ou à la décharge publique selon la description des prix unitaires du Bordereau des Prix Unitaires.

Les mesures particulières ci-dessous concernant la protection de la santé et la sécurité s'imposent à l'entrepreneur :

- locaux pour le personnel

Le projet des installations de chantier indique, notamment, la situation sur plan des locaux pour le personnel et leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation ; ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs.

Les locaux comprennent des vestiaires, des douches, des sanitaires et des lieux de restauration bénéficiant de l'éclairage naturel ; leurs normes sont au moins égales en nombre et en quantité à celles des règlements et des conventions collectives en vigueur.

L'accès aux locaux du personnel doit être assuré depuis l'entrée du chantier dans des conditions satisfaisantes, en particulier du point de vue de la sécurité.

En dehors du gardiennage habituel et sauf dérogation exceptionnelle, aucun logement de personne ne sera autorisé sur le chantier. Le Pouvoir adjudicateur fera connaître à l'entrepreneur les possibilités d'hébergement en foyer et en caravanning.

11.5 – Signalisation de chantier

La signalisation des chantiers dans les zones intéressant la circulation sur la voie publique est réalisée sous le contrôle du service ci-après :

- commune de Féricy

La signalisation de chantier doit être conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière :

Livre 1 : Signalisation des routes, définie par l'arrêté du 24 novembre 1967 et l'ensemble des textes qui l'ont modifié.

- Le titulaire est tenu d'adapter cette signalisation dès que la situation de chantier se révèle différente de celle prévue à l'origine.
- Dispositifs de signalisation mis à disposition du titulaire : AUCUN
- La signalisation au droit des travaux est réalisée par l'entreprise.
- La signalisation aux extrémités des sections où la circulation est interrompue et celle des itinéraires déviés, indiqués ci-dessus, sont réalisées par l'entreprise.
- Le Maître d'œuvre prévient le titulaire au moins cinq jours à l'avance de la date de mise en service de chaque itinéraire dévié, délai accordé à l'entreprise pour la mise en place de la signalisation qui lui incombe.
- Le titulaire doit soumettre à l'agrément du Maître d'œuvre les moyens en personnel, véhicules et matériels de signalisation qu'il compte utiliser.
- Avant le début des travaux et pendant tout le cours de ceux-ci le titulaire doit faire connaître nominativement au Maître d'œuvre le responsable de l'exploitation et de la signalisation du ou des chantiers, responsable qui doit pouvoir être contacté de jour comme de nuit.
- Le personnel du titulaire travaillant sur les parties du chantier sous circulation doit être doté d'un baudrier, ou d'un gilet rétro réfléchissant.
- Les parties latérales ou saillantes des véhicules opérant habituellement sur la chaussée à l'intérieur du chantier sont marquées de bandes rouges et blanches rétro réfléchissantes.
- Les véhicules et engins de chantier progressant lentement ou stationnant fréquemment sur la chaussée doivent être pourvus de feux spéciaux prévus à l'article 122 paragraphes C : matériels mobiles alinéa 2 – feux spéciaux – de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière – Livre 1 – 8ème partie : signalisation temporaire du 06 novembre 1992.
- En cas de visibilité réduite, un ou plusieurs agents munis d'un fanion K1 avertissent les usagers de la présence à proximité, d'obstacles fixes ou mobiles sur la chaussée ou ses dépendances.

Les dispositions de l'article 31.4.1 du C.C.A.G. Sont complétées comme suit :

- le chantier sera balisé par les soins de l'entrepreneur et à ses frais. La signalisation et l'éclairage seront conformes aux règlements de police et le cas échéant, aux prescriptions de détail du Maître d'œuvre. Ce balisage sera déplacé au fur et à mesure des remises successives des emprises des chantiers complémentaires éventuelles, ainsi qu'au fur et à mesure de l'utilisation des emprises de chantiers temporaires,
- la signalisation temporaire des travaux ayant lieu sur l'emprise des voies ouvertes à la circulation publique devra être conforme à l'instruction interministérielle.
- L'affichage sur les palissades ne sera pas admis,
- le maître d'œuvre aura le droit, lorsque les diverses dispositions imposées ne lui paraîtraient pas avoir été correctement remplies, de faire installer d'office et aux frais de l'entrepreneur, après injonction verbale restée sans effet, clôtures, lanternes et dispositifs supplémentaires qu'il jugerait nécessaires,
- dans tous les cas, y compris ceux où le Maître d'œuvre aurait usé du droit qui vient d'être défini, l'entrepreneur sera seul responsable des accidents qui seraient reconnus provenir de sa négligence ou de celle de ses agents et de ses ouvriers.

Toutes les dépenses nécessitées par l'exécution des prescriptions détaillées au présent article resteront à la charge de l'entrepreneur.

Raccordement des chantiers aux divers réseaux

Les points de fourniture, d'eau et d'énergie électrique nécessaire à l'exécution des travaux seront précisés lors du démarrage des travaux. Les dépenses de branchements sont à la charge de l'entrepreneur, ainsi que les factures correspondantes aux consommations.

L'entrepreneur prendra toutes dispositions pour souscrire en temps utile les polices d'abonnement auprès des concessionnaires intéressés (elles seront à la charge de l'entrepreneur).

- CONCESSIONNAIRE D'ELECTRICITE
- CONCESSIONNAIRE DE GAZ
- CONCESSIONNAIRE DE TELECOMMUNICATION
- CONCESSIONNAIRE DE FIBRE OPTIQUE
- CONCESSIONNAIRE DE GGRP
- CONCESSIONNAIRE ADDUCTION D'EAU POTABLE

Bruits de chantiers

L'importance de l'ensemble des bruits de chantier ne devra en aucun cas dépasser les 70 décibels aux limites du domaine public ou privé.

Protection des arbres

Au cas où les arbres existants seraient conservés (cf. aménagements de voirie projetés), le terrassement à proximité des arbres sera réalisé manuellement de manière à ne pas détériorer les racines principales. Aucun arbre de diamètre supérieur à 10cm ne devra être abattu sans autorisation du Pouvoir adjudicateur.

Les arbres conservés seront protégés par une ceinture jointive de planches de 34mm sur une hauteur de 2,50m (à une périphérie de 1,00m du tronc).

Les arbustes ou bosquets devront être protégés par une ceinture en clôture châtaignier de 2ml de hauteur et à 1,00m du tronc ou du bosquet.

11.6 – Clauses diverses concernant le chantier

L'entrepreneur est tenu de faire réaliser par un huissier un état des lieux avant le commencement des travaux.

Aucune participation n'est demandée à l'entrepreneur pour les dépenses prises en charge par le Pouvoir adjudicateur pour l'entretien général du domaine public.

Cependant, l'entrepreneur doit le maintien permanent en état de propreté et à ses frais des voies publiques à son chantier, sur 500m de part et d'autre des sorties de chantier. Aucune dérogation ne sera admise.

L'entrepreneur est tenu de fournir un reportage photographique , sur CD-ROM des travaux en cours de réalisation. Le nombre minimal de clichés est fixé à cinq (5) par semaine.

Des itinéraires obligatoires pour poids lourds sont imposés à l'ensemble des dessertes de chantiers.

Au cours des travaux, ces itinéraires pourront être modifiés selon les besoins à l'intérieur du périmètre de la Commune de Féricy et notifiés à l'entreprise.

Si le marché relatif à un lot est résilié par application des articles 46.1 ou 48 du C.C.A.G., le Pouvoir adjudicateur pourra faire appel à un des autres entrepreneurs titulaires d'un ou plusieurs autres lots de l'opération pour assurer la garde des ouvrages, approvisionnements et installations réalisés par l'entrepreneur défaillant, et ce jusqu'à la désignation d'un nouvel entrepreneur.

Les dépenses justifiées entraînées par cette garde ne sont pas à la charge de l'entrepreneur retenu pour cette mission.

ARTICLE 12 – DROIT, LANGUE ET MONNAIE

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Les tribunaux français sont les seuls compétents.

Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

L'unité monétaire choisie pour le marché est l'euro.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, factures ou modes d'emploi doivent être rédigés en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors T.V.A. Et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article 114 du Code des marchés publics, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse, ainsi rédigée :

« j'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché ayant pour objet :

Ceci concerne la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance.

Mes demandes de paiement sont libellées en euro et adressées au titulaire principal ; le prix reste inchangé en cas de variation de change. Toutes les correspondances que je peux adresser à l'administration sont rédigées en français. »

ARTICLE 13 – PROVENANCE, QUALITÉ, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS

13.1 – Provenance des matériaux et produits

Le C.C.T.P. Fixe la provenance des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé à l'entrepreneur ou n'est déjà pas fixé par les pièces générales constitutives du marché, ou déroge aux dispositions desdites pièces.

13.2 – Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits

Le C.C.T.P. définit les compléments et dérogations à apporter aux dispositions du C.C.A.G. et au C.C.T.G. concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de constructions à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives sur le chantier.

Sauf accord intervenu entre le Maître d'ouvrage et le titulaire sur des dispositions différentes, les vérifications de qualité sont assurées par le LABORATOIRE REGIONAL DE L'EST PARISIEN.

Le C.C.T.P. précise quels matériaux, produits et composants de construction feront l'objet de vérification ou de surveillance de la fabrication dans les usines, magasins et carrières de l'entrepreneur ou de fournisseurs, ainsi que les modalités correspondantes.

13.3 – Prise en charge, manutention et conservation par l'entrepreneur des matériaux et produits fournis par le Pouvoir adjudicateur

Le C.C.T.P. désigne les matériaux, produits et composants de construction qui seront fournis par le maître de l'ouvrage et précise les lieux et cadences de leur prise en charge, ainsi que les modalités de leur manutention et leur conservation à assurer par l'entrepreneur.

Par ailleurs, les lieux, mis gratuitement à la disposition de l'entrepreneur par le Pouvoir adjudicateur pour l'extraction ou l'emprunt des remblais d'apport (et ou de terre végétale), seront à proximité de la zone des travaux et seront désignés avant le démarrage des travaux par le Pouvoir adjudicateur.

ARTICLE 14 – CONTRÔLES ET RÉCEPTION DES TRAVAUX

14.1 – Essais et contrôles des ouvrages

Les essais et contrôles des ouvrages ou parties d'ouvrages prévus par les fascicules du C.C.T.G. ou par le C.C.T.P. Sont assurés par l'entrepreneur à la diligence du maître d'ouvrage.

Le Maître d'œuvre se réserve le droit de faire effectuer des essais et contrôles en sus de ceux définis par le marché, en accord avec le Pouvoir adjudicateur :

- . s'ils s'avèrent concluants, ils seront rémunérés par le Pouvoir adjudicateur,
- . s'ils s'avèrent non concluants, ils seront à la charge de l'entreprise.

Il est rappelé que l'article 39 du C.C.A.G. est strictement applicable.

14.2 – Réception

Par dérogation aux articles 42.1 à 42.3 du C.C.A.G. :

La réception a lieu à l'achèvement de l'ensemble des travaux ; elle prend effet à la date de cet achèvement ;

L'entrepreneur avise le représentant du pouvoir adjudicateur et le Maître d'ouvrage de la date à laquelle ses travaux sont ou seront considérés comme achevés ; le Maître d'ouvrage aura à sa charge de provoquer les opérations de réception lorsque l'ensemble des travaux sera achevé.

La réception des ouvrages ne pourra être prononcée que sous réserve de l'exécution des épreuves définies au C.C.T.P.

14.3 – Documents fournis après exécution

Dossier de récolement informatique :

Les frais et l'exécution de dossier de récolement spatial des réseaux et leur repérage dans le système de coordonnées Lambert (ou système local suivant levé Géomètre de l'opération), seront à la charge de l'entrepreneur.

Le récolement technologique et le repérage des ouvrages cachés par rapport à des ouvrages apparents seront à la charge de l'entrepreneur. Ce récolement sera effectué sous forme de relevé topographique, tranchées ouvertes.

D'une manière générale, l'entrepreneur est tenu :

1. d'assurer la conservation et la valeur absolue des repères topographiques se trouvant dans le périmètre des chantiers.
2. de remettre à ses frais au Maître d'ouvrage, en vue de la réception des ouvrages, un CD-ROM sur support informatique DWG (Autocad) des topos, photos et cinq tirages papier du dossier de récolement comprenant en particulier les modifications intervenues au cours des travaux des ouvrages réalisés.

LA RÉCEPTION NE POURRA PAS ETRE PRONONCÉE AVANT LA REMISE DE CE DOSSIER

14.4 – Délais de garantie

Le délai de garantie ne fait l'objet d'aucune stipulation particulière.

14.5 – Assurances

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, l'entrepreneur doit justifier, au moyen d'attestations portant mention de l'étendue des garanties (et donc par dérogation à l'article 9.1 du C.C.A.G. Sans obligations d'étendue illimitée), qu'il est titulaire :

- *d'une assurance garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux*

14.6 – Essais de compactage

L'entreprise de travaux doit être présente lors du positionnement des points de contrôles de compactage, avec l'organisme de contrôle extérieur. Le rendez-vous sera fixé en accord avec le maître d'ouvrage, l'entreprise de travaux et l'organisme de contrôle lors de la réunion de préparation de chantier ou lors des réunions de chantier.

En cas d'absence de l'entreprise de travaux, le coût de l'amenée et du repli du matériel de contrôle sera retenu par le Pouvoir adjudicateur sur le décompte final de l'entreprise de travaux selon un prix forfaitaire indiqué dans un article du CCAP Travaux.

14.7 – Essais et contrôles en cours de travaux

Les essais et contrôles d'ouvrages ou parties d'ouvrages prévus par les fascicules intéressés du C.C.T.G. ou le C.C.T.P. sont assurés le cas échéant.

Pour la réalisation des contrôles finals, que l'entreprise devra rendre un réseau propre et curé.

En cas de défaut, l'hydrocurage sera réalisé par l'organisme de contrôle. Le coût de cette prestation sera retenu par le Pouvoir adjudicateur sur le décompte définitif de l'entreprise de travaux selon un prix forfaitaire pour l'amenée et le repli de matériel de curage, et un prix au mètre linéaire pour le curage.

ARTICLE 15 – RÉSILIATION DU MARCHÉ

Le marché sera résilié, aux torts exclusifs de l'entreprise, en cas d'inexactitude des renseignements prévus à l'article 44 et au I de l'article 46 du Code des Marchés Publics.

Le marché sera résilié sans indemnité et la fraction des travaux déjà accomplie sera rémunérée avec un abattement de 10%.

ARTICLE 16 – DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

L'article 5 déroge à l'article 4.4 du C.C.A.G.

L'article 7 déroge à l'article 20 du C.C.A.G.

L'article 14.2 déroge aux articles 42.1 à 42.3 du C.C.A.G.

L'article 14.5 déroge à l'article 9.1 du C.C.A.G.

Lu et approuvé

Le : _____ **à**
Signature de l'entreprise